



Rapport de l'Exercice
Geschäftsbericht
Annual Report

1984

Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg



Rapport de l'Exercice 1984

Geschäftsbericht für das Jahr 1984

Report for the Year 1984

Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg

Société Anonyme



Siège social: 25, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Registre de Commerce Luxembourg No B 9164

Téléphone: 46 44 11

Télex: 2748 Service arbitrage

2772 Service crédits

Câble: deutschbanklux

Table des matières
Inhaltsverzeichnis
Contents

	Page
Rapport du Conseil d'Administration	7
Rapport du Commissaire	12
Rapport des Experts indépendants	13
Bilan	14
Compte de Profits et Pertes	16

	Seite
Bericht des Verwaltungsrates	17
Bericht des Prüfungskommissars	22
Bericht der Wirtschaftsprüfer	23
Bilanz	24
Gewinn- und Verlustrechnung	26

	Page
Report of the Board of Directors	27
Auditor's Report	32
Report of the independent Auditors	33
Balance sheet	34
Profit and Loss Account	36

**Membres
du Conseil d'Administration**

**Commissaire
de Surveillance**

Dr. Robert Ehret
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Président

Dr. Wilfried Guth
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Vice-Président

Werner Blessing
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Administrateur

Dr. Richard Hacker
Administrateur

Dr. Ekkehard Storck
Administrateur-délégué

Dr. Klaus Mertin
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG

Direction

Dr. Ekkehard Storck
Administrateur-délégué – Directeur Général

Kurt Geyer
Directeur Adjoint

Wolfgang Matthey
Directeur Adjoint

Wolfgang Ströher
Directeur Adjoint

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 avril 1985 sur l'exercice 1984

Légère détente sur le plan de l'endettement international

En 1984, les marchés financiers internationaux étaient placés sous le signe de la reprise vigoureuse de la conjoncture mondiale émanant des Etats-Unis et d'une mutation profonde de la structure globale des balances des paiements. En contrepartie de l'accroissement extrêmement important du déficit de la balance courante américaine, qui est passé de 60 à 100 milliards de dollars US, on note une hausse de l'excédent japonais de 15 milliards de dollars US, le portant à 35 milliards. Les variations et les déséquilibres des balances des paiements des autres pays industrialisés sont restés relativement limités; leur balance courante réunie était à peu près équilibrée.

Le déficit des balances courantes des pays en développement (sans l'OPEP) a continué à diminuer au cours de l'exercice écoulé, revenant à tout juste 35 milliards de dollars US. Sur le plan des échanges extérieurs, d'importants pays débiteurs ont obtenu des résultats dépassant les attentes initiales. Les paiements courants du Mexique et du Venezuela se sont soldés, pour chacun de ces deux pays, par un excédent d'environ 4 milliards de dollars US, et le Brésil a réussi à équilibrer sa balance courante. Dans l'ensemble, les effets positifs de la meilleure conjoncture mondiale ont plus que compensé les charges supplémentaires grevant les pays fortement endettés à la suite de la hausse des taux d'intérêt du dollar intervenue au premier semestre. Bon nombre de ces pays ont réussi à accroître sensiblement les recettes provenant de leurs exportations, et certains d'entre eux ont pu recommencer à augmenter leurs importations et constituer des réserves de change.

En 1984, les banques commerciales ont de nouveau contribué essentiellement à la détente sur le plan de l'endettement international. Pour les pays ayant obtenu des succès suffisants dans le processus d'adaptation, on a commencé l'an dernier à substituer les programmes de soutien à court terme, mis en place jusqu'à présent, par des stratégies de consolidation à moyen et long terme. Le rééchelon-

nement des échéances de plusieurs années et l'octroi de délais d'amortissement beaucoup plus longs doivent permettre à ces pays de renforcer de façon continue leur capacité de remboursement dans le cadre d'une croissance modérée et de retourner dès que possible sur les marchés financiers après avoir rétabli leur standing d'emprunteur. Une telle conception de rééchelonnement à long terme, qui prévoit entre autres une réduction des marges en fonction des progrès obtenus sur la voie de l'adaptation, a été élaborée tout d'abord avec le Mexique, puis avec le Venezuela. Des négociations en ce sens ont été amorcées avec le Brésil et d'autres pays.

Vu l'évolution qui vient d'être esquissée, on est de plus en plus optimiste quant aux possibilités de résoudre les problèmes de l'endettement international en poursuivant la voie actuelle, mais un règlement d'envergure n'est pas encore en vue. Une normalisation progressive de la situation au cours des prochaines années ne sera possible que si le contexte général de l'économie mondiale reste favorable, si les pays débiteurs poursuivent systématiquement leurs propres efforts et si toutes les parties concernées continuent à coopérer de manière constructive et flexible comme elles l'ont fait jusqu'à présent.

Nette reprise des activités sur les marchés

Les activités sur les marchés financiers internationaux ont connu une nette reprise au cours de l'exercice écoulé. A ce propos, on note, pour les opérations nouvelles, des changements de poids des divers secteurs. Selon l'OCDE, les financements nouvellement conclus sur le marché international des capitaux et des crédits pour des durées de plus d'un an ont atteint en 1984 un volume global de 227 milliards de dollars US (158 milliards de dollars US en 1983).

Les emprunteurs se sont tournés de plus en plus vers le marché financier qui a vu le lancement d'emprunts internationaux d'une contre-valeur de 111 mil-

liards de dollars US au total (77 milliards de dollars US en 1983). Le volume des émissions de floating-rate-notes a doublé par rapport à l'année précédente et s'est établi à 38 milliards de dollars US. Cet instrument est devenu ainsi une sérieuse concurrence pour les opérations d'eurocrédit classiques.

On note également une forte expansion des ouvertures de crédits internationaux à moyen et long terme qui ont atteint l'an dernier un volume global de 116 milliards de dollars US. La progression de 35 milliards de dollars US par rapport à 1983 était toutefois due exclusivement aux lignes de crédit stand-by plus élevées accordées par les banques en 1984 en rapport avec des reprises de sociétés et pour couvrir des émissions de titres à court terme, tandis que l'octroi d'eurocrédits traditionnels à moyen et long terme a diminué.

De nouveaux instruments de financement sur l'euromarché

L'évolution divergente des activités internationales sur les marchés des crédits, observée devant la toile de fond d'une situation de liquidité favorable en général, résultait de la vive concurrence des banques convoitant les bonnes signatures, ainsi que des efforts de nombreux débiteurs essayant de remplacer des conventions de crédit en vigueur par de nouveaux contrats avec des durées plus longues et des marges plus étroites. Face à ces conditions difficiles rencontrées sur les marchés, les eurobanques ont été amenées à offrir de plus en plus d'instruments de financement nouveaux au lieu des eurocrédits traditionnels. Il s'agit là de facilités qui combinent des éléments du marché des crédits ainsi que des marchés monétaire et financier et que l'on appelle «revolving underwriting facilities» (RUF), «note issuance facilities» (NIF) et «euronote stand-by facilities».

Dans le cadre de tels financements, les emprunteurs émettent par voie de soumission et par l'intermédiaire d'un syndicat bancaire des titres du marché monétaire à court terme assortis de durées de 1, 3 et

6 mois en vue d'obtenir des conditions proches de celles du marché monétaire. En règle générale, les banques s'engagent pendant toute la durée de la facilité à fournir elles-mêmes les moyens nécessaires avec une marge déterminée, au cas où le marché n'absorberait pas l'ensemble de ces titres. En comparaison avec les floating-rate-notes, les nouveaux instruments de financement permettent un recours plus souple au crédit.

Régression des eurocrédits syndiqués

Dans le secteur des eurocrédits traditionnels à moyen et long terme, les ouvertures de crédits ne totalisaient que 52 milliards de dollars US en 1984, soit 15% de moins que l'année précédente. Le volume des crédits contractés par des débiteurs des pays industrialisés a relativement peu régressé, revenant à 27 milliards de dollars US; leur part du marché a augmenté de 4 points pour s'établir à 53%. Les pays en développement non européens (sans l'OPEP) ont emprunté tout juste 19 milliards de dollars US en 1984, ce qui représentait 36% de l'ensemble des concours (39% en 1983). Sur ce montant, trois cinquièmes (un peu plus de 11 milliards de dollars US, contre 14 milliards l'année précédente) ont été mis en place sous forme de nouveaux crédits «organisés» (fresh money) en rapport avec des programmes du FMI pour des pays rééchelonnant leurs dettes. Les pays de l'OPEP ont encore une fois réduit – de plus de la moitié – leur recours à de nouveaux eurocrédits. Atteignant un peu plus de 5%, leur part du marché correspondait à peu près à celle des pays dont l'économie est dirigée par l'Etat; ces derniers ont constitué en 1984 la seule catégorie d'emprunteurs ayant sollicité davantage le marché, grâce aux concours plus importants contractés par la RDA, la Hongrie et l'URSS.

La vive concurrence entre les banques et les besoins de crédits réduits des bonnes signatures n'ont cessé de peser sur les conditions, également sur le marché des eurocrédits traditionnels. La marge

moyenne de l'ensemble des nouveaux crédits contractés en 1984 était de 0,94%, contre 1,15% pour l'année précédente; l'éventail des marges allait d'un niveau nettement inférieur à 2%, offert par les banques créancières aux pays en développement fortement endettés en cas d'apport de «fresh money», jusqu'à ¼% pour les concours aux emprunteurs des pays industrialisés. La durée moyenne des eurocrédits syndiqués est passée l'an dernier de sept à huit ans.

Evolution mouvementée des intérêts de l'eurodollar

Durant le premier semestre 1984, les intérêts du dollar ont évolué presque parallèlement au rythme changeant de l'activité économique aux Etats-Unis, augmentant de plus de 2 points pour atteindre un peu plus de 12% (pour les eurodépôts à trois mois); par la suite, ils ont accusé une baisse sensible, tombant à 8¼% en fin d'année. Les taux de l'euro-franc suisse sont également montés de 2 points jusqu'en octobre, passant à 5¼%, et sont ensuite revenus à un peu moins de 5% jusqu'à la fin décembre. Les intérêts de l'euro-DM sont par contre restés remarquablement stables; dans le courant de l'année écoulée, ils ont évolué à l'intérieur d'une fourchette de 5¼ à 6¼%.

Fermeté persistante du dollar

La situation sur les marchés des changes a de nouveau été caractérisée en 1984 par la très grande fermeté du dollar dont l'attrait, découlant de facteurs économiques et politiques, a continué à jouer un rôle déterminant pour les dispositions des investisseurs internationaux, même après le retournement de la courbe des intérêts observé au second semestre aux Etats-Unis.

Par rapport au DM, le cours de la devise américaine a atteint en septembre près de 3,18 DM, soit le niveau le plus élevé depuis onze ans et demi. A la fin

de 1984, le dollar cotait 3,15 DM, c'est-à-dire presque 16% de plus qu'une année auparavant. L'an dernier, le DM s'est aussi affaibli – mais dans de moindres proportions – vis-à-vis du yen japonais et du dollar canadien. Il s'est par contre apprécié par rapport à la livre sterling et au franc suisse. Au sein du Système Monétaire Européen, les taux de change du DM sont restés inchangés en moyenne.

Stabilité de la place financière de Luxembourg

Les créances en devises sur l'étranger des 115 banques implantées sur la place de Luxembourg s'élevaient, fin septembre 1984, à près de 82 milliards de dollars US, contre un peu plus de 86 milliards un an auparavant. Ce recul résulte exclusivement des variations des taux de change entre le dollar US et les devises européennes qui détiennent une part de marché particulièrement élevée à Luxembourg. Abstraction faite des variations de l'encours des créances dues à l'évolution des taux de change, on constate pour la période considérée une légère progression (+2%) des créances en devises des banques luxembourgeoises.

Suite à l'évolution des taux de change, le DM a cédé au dollar US sa position de tête qu'il occupait jusqu'alors à Luxembourg. Fin septembre 1984, 43% des créances en devises des banques de cette place étaient libellées en dollars US et tout juste 38% en DM, tandis qu'à l'échelle mondiale les quotes-parts de ces deux devises dans l'ensemble des actifs saisis dans les statistiques étaient respectivement de 82% et d'environ 8%.

A l'avenir, les banques allemandes présentes à Luxembourg devront tenir compte des nouvelles règles de consolidation selon la Loi allemande relative à l'organisation de la profession bancaire qui vient d'être amendée. Une réglementation luxembourgeoise relative aux gros crédits, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1985, s'applique aux établissements de crédit locaux qui ne font pas l'objet d'une consolidation par une société mère étrangère.

Développement des activités de notre banque

Notre 14^e exercice social, clôturé au 31 décembre 1984, coïncidait avec l'année civile et couvrait ainsi pour la première fois la même période de 12 mois que celui de notre maison mère. La période comptable précédente (1982/83) avait été prolongée à 15 mois précisément à cet effet.

En 1984, le total du bilan de notre banque a progressé de 16,3% pour passer à 641 milliards de Flux (31,8 milliards de DM). Cette progression résulte toutefois en grande partie de la hausse du cours du dollar US. L'expansion réelle des affaires était d'environ 50 milliards de Flux (2,5 milliards de DM), ce qui correspond à un taux de croissance effectif de l'ordre de 9%. Ce développement des affaires n'est intervenu qu'au cours des derniers mois de l'année écoulée et revient à peu près à parts égales aux opérations de crédit et de trésorerie.

Le volume des crédits a atteint 535 milliards de Flux (26,6 milliards de DM), soit 84% du total du bilan.

Les concours à la clientèle, qui ont comme par le passé le plus de poids dans le volume des crédits, ont augmenté de 29,4% pour s'établir à 339 milliards de Flux (16,8 milliards de DM). Deux cinquièmes de cet encours concernent des clients en République fédérale d'Allemagne dont la demande d'eurocrédits s'est sensiblement accrue. On note une évolution en sens inverse pour les financements à long terme dans le cadre de nos opérations internationales. Ces financements ont régressé par rapport à l'année précédente, si bien que nos opérations de crédit ont continué à se concentrer sur le court et le moyen terme. A la date de clôture du bilan, ces concours étaient deux fois plus élevés que les prêts à long terme.

L'augmentation des créances sur des établissements de crédit (+ 4%) résulte du développement de nos opérations de trésorerie, atteignant 195 milliards de Flux (9,7 milliards de DM); les concours aux banques sont par contre restés presque inchangés.

Dans le secteur des crédits syndiqués internationaux, notre banque a poursuivi sa politique sélective

et réservée. Comme nous l'avons déjà exposé plus haut, l'année écoulée a été marquée par un recours accru à de nouveaux instruments de financement offerts dans le secteur des opérations d'eurocrédit traditionnelles en raison de la concurrence plus vive des banques convoitant les bonnes signatures. La substitution de crédits roll-over doit être vue également en rapport avec ce phénomène. Les nouvelles formules de financement ont entraîné une augmentation considérable des crédits à caractère stand-by, et le pourcentage des lignes non utilisées s'est accru en conséquence de 40,3%, passant à 62 milliards de Flux (3,1 milliards de DM).

Comme auparavant, notre activité dans le secteur des titres est restée limitée. Notre portefeuille-titres a été porté à 13,7 milliards de Flux (682 millions de DM); il comprend avant tout des bons et obligations ainsi que l'encaisse métallique constituée en couverture de nos certificats-or en circulation.

Le portefeuille de nos participations, qui représente 218 millions de Flux (11 millions de DM) et qui n'a guère varié, représente essentiellement notre part de 25% dans la Banque de Luxembourg S.A., Luxembourg, (au capital de 800 millions de Flux). Cette banque a également clôturé son exercice 1984 par de bons résultats.

Le poste «Divers» englobe, tout comme sa contrepartie au passif, principalement les intérêts à recevoir et les intérêts dus à la date de clôture du bilan. Le chiffre de comparaison de l'année précédente comprend en outre les crédits d'ordre et pour compte de tiers (comptes fiduciaires) d'un montant de 2,5 milliards de Flux (123 millions de DM) qui, conformément aux nouvelles dispositions légales, n'ont plus besoin de figurer au bilan à la fin de 1984.

La composition des ressources reflète la structure typique d'une eurobanque. Les fonds empruntés auprès des banques sur l'eumarché constituent la principale source de refinancement; ils se sont accrus de 21,5% pour s'inscrire à 523 milliards de Flux (26,0 milliards de DM) et représentent ainsi 89% des fonds de tiers.

Après leur recul de 10 milliards de Flux (505 millions de DM), les dépôts de la clientèle ont continué à jouer un rôle secondaire; ils ne représentent que 5% des engagements envers les banques. Ce poste du passif englobe les engagements de livraison découlant des certificats-or émis par notre banque à hauteur de 4,6 milliards de Flux (230 millions de DM).

Sur le plan du refinancement, les opérations d'émission ont gagné en importance au cours des dernières années. Dans le bilan au 31-12-1984, les propres obligations émises figurent pour 29 milliards de Flux (1,5 milliard de DM). Si l'on y ajoute les produits des emprunts émis par l'intermédiaire de la Deutsche Bank Finance N.V., Curaçao, et garantis par notre banque, on arrive à un volume d'émission d'une contre-valeur de 87 milliards de Flux (4,3 milliards de DM). Nous pouvons disposer des produits de ces emprunts à long terme et à des intérêts variables. Ils ont été utilisés principalement dans nos opérations de crédit internationales pour limiter le risque d'assèchement du marché lié aux crédits roll-over. Dans le courant de l'exercice 1984, nous avons lancé des «notes» pour 48 millions de dollars US; cette politique a été poursuivie en janvier 1985 par deux nouvelles émissions. Il s'agissait là d'un emprunt de 100 millions de francs suisses et de «capital growth bonds» pour 100 millions de dollars US. C'est notamment cette modulation optimale de la collecte de nos ressources qui a nettement amélioré la situation bénéficiaire de notre banque.

Le bon résultat d'exploitation de l'année précédente – rapporté proportionnellement à une période de 12 mois – a encore été dépassé. Vu les risques des opérations de crédit internationales, qui se sont encore accentués malgré les tendances positives observées dans divers pays, dont il était question au dé-

but du présent rapport, il nous a semblé opportun de donner une fois de plus la priorité aux mesures de prévoyance contre les risques. La totalité du produit net bancaire a donc été utilisée pour constituer des provisions individualisées et pour étoffer les provisions forfaitaires sur créances prescrites par la loi. Comme par le passé, nous avons appliqué pour les divers pays problématiques des coefficients de risque valables pour l'ensemble des sociétés consolidées du Groupe Deutsche Bank. Ainsi, le bilan ne fait pas apparaître de bénéfice.

Par une augmentation de capital réalisée en novembre 1984, nous avons tenu compte de l'expansion de nos affaires. Le capital souscrit et libéré a été relevé de 400 millions de Flux (20 millions de DM) et porté à 3.250 millions de Flux (162 millions de DM). Les actions nouvelles ont été libérées avec une prime d'émission de 800 millions de Flux (40 millions de DM). Le capital souscrit et libéré ainsi que les réserves déclarées s'élèvent désormais à 9.456 millions de Flux (470 millions de DM).

Au 31-12-1984, notre banque comptait 67 collaborateurs. Nous tenons à leur exprimer nos remerciements et notre reconnaissance pour le dynamisme dont ils ont fait preuve au cours de l'exercice écoulé.

Le Dr. Robert Ehret, appartenant au Conseil d'Administration depuis sa constitution, tout d'abord comme Vice-Président, puis comme Président depuis 1976, ainsi que le Dr. Wilfried Guth, Vice-Président du Conseil d'Administration depuis 1976, quitteront leurs fonctions auprès de notre banque dès la fin de leurs activités au sein du Directoire de la Deutsche Bank AG.

Il est proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire d'élire au Conseil d'Administration Monsieur Hilmar Kopper et le Dr. Ulrich Weiss.

Luxembourg, le 2 avril 1985

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport du Commissaire à l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 avril 1985

Au cours de l'exercice écoulé, j'ai usé de mon droit de contrôler et de vérifier l'activité globale de la Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg et, conformément aux articles 25 et 29 des statuts de la société, j'ai examiné les comptes de fin d'exercice au 31-12-1984 qui m'ont été présentés par le Conseil d'Administration de la société.

A la suite de cette vérification, je constate que les comptes de fin d'exercice sont en conformité avec

les écritures comptables de la société et les dispositions légales; la situation financière et le résultat au 31-12-1984 ont été présentés en conformité avec les principes comptables généralement admis.

En conséquence, je vous propose d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 31-12-1984 tels qu'ils vous ont été présentés.

Luxembourg, le 2 avril 1985

LE COMMISSAIRE

Rapport des Experts indépendants

Les actionnaires de notre banque ont donné mandat à la Fiduciaire Générale de Luxembourg, Luxembourg, et à la Treuverkehr Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, Francfort-sur-le-Main, de vérifier les comptes de notre banque au 31 décembre 1984. Après avoir procédé à cette vérification, les Experts indépendants ont muni leur rapport de vérification de l'attestation suivante:

Nous avons vérifié le bilan de la Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg, société anonyme, au 31 décembre 1984 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice du 1^{er} janvier 1984 au 31 décembre 1984 qui y était joint.

Nos vérifications ont été effectuées en conformité avec les principes de vérification généralement admis.

A notre avis, les comptes de fin d'exercice au 31 décembre 1984, dressés en conformité avec les principes de comptabilité réglementaire et d'établissement réglementaire des bilans, appliqués dans le Grand-Duché de Luxembourg, (et en continuité avec ceux de l'année précédente), reflètent fidèlement la situation financière et bénéficiaire de la Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg, société anonyme.

Luxembourg, le 15 février 1985

TREUVERKEHR
Aktiengesellschaft
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG
Réviseurs d'entreprises

Deutsche Bank
Compagnie Financière Luxembourg

Actif

	Francs	Francs	31-12-1983 en 1000 LF
Disponible et réalisable			
Disponibilités:			
caisse, chèques postaux, banques centrales	516.260		836.315
avoirs en banque à vue*)	<u>49.706.675.506</u>		28.145.968
		49.707.191.766	28.982.283
Avoirs en banque à terme		219.543.796.328	229.833.726
Portefeuille-effets		1.483.288.675	2.618.136
Débiteurs divers		338.590.008.104	261.645.690
Portefeuille-titres:			
fonds publics étrangers	4.826.330.485		3.728.135
autres valeurs à revenu fixe	4.271.091.737		1.425.372
autres valeurs à revenu variable	<u>4.621.427.012</u>		4.796.202
		13.718.849.234	9.949.709
Divers		17.288.238.245	17.530.888
Immobilisé			
Participations		218.123.743	216.481
Immeubles	78.293.500		78.294
moins amortissements	<u>6.902.885</u>		4.393
= immobilisations nettes		71.390.615	73.901
Matériel, mobilier et autres valeurs immobilisées		31.218.230	12.849
		640.652.104.940	550.863.663

*) y compris échéances jusqu'à 1 mois

Bilan au 31 décembre 1984

Passif

	Francs	Francs	31-12-1983 en 1000 LF
Exigible			
Engagements envers les banques à vue*)		291.150.216.677	170.620.639
Engagements envers les banques à terme		232.119.600.972	260.093.684
Dépôts et comptes courants:			
à vue*)	19.546.158.025		30.593.110
à terme	<u>8.118.158.762</u>		<u>7.234.512</u>
		27.664.316.787	37.827.622
Obligations		29.448.772.627	27.579.336
Créanciers divers		1.415.106	1.862
Divers		12.506.970.558	14.097.566
Capital emprunté			
Titres de créance subordonnée		10.134.406.432	9.051.050
Non exigible			
Capital souscrit et libéré	3.250.000.000		2.850.000
Réserve légale	325.000.000		285.000
Réserves indisponibles	1.925.000.000		1.165.000
Réserves libres	<u>3.956.000.000</u>		<u>3.956.000</u>
		9.456.000.000	8.256.000
Provisions		28.170.405.781	23.335.904
		640.652.104.940	550.863.663
Comptes d'ordre			
Lignes de crédit et crédits confirmés		62.383.338.700	44.452.095
Garanties données pour compte propre et pour compte de tiers		64.634.198.149	57.851.382

Compte de Profits et Pertes

pour la période du 1^{er} janvier 1984 au 31 décembre 1984

(par comparaison à la période du 1^{er} octobre 1982 au 31 décembre 1983)

	Francs	Francs	31-12-1983 en 1000 LF
Débit			
Intérêts et commissions		40.877.308.295	46.763.566
Frais généraux:			
personnel et organes	138.511.809		158.840
impôts, taxes et redevances	154.422.365		162.968
frais d'exploitation	<u>46.459.209</u>		<u>66.916</u>
		339.393.383	388.724
Provisions		5.209.488.128	8.997.993
Amortissements		6.911.556	7.895
Divers		476.310.488	191.687
Dépenses et frais extraordinaires		18.593.709	—
		<u>46.928.005.559</u>	<u>56.349.865</u>
Crédit			
Intérêts et commissions		45.951.592.567	52.827.342
Revenus divers		958.431.157	3.112.971
Virements des comptes de provisions		17.981.835	409.552
		<u>46.928.005.559</u>	<u>56.349.865</u>

Bericht des Verwaltungsrates an die Ordentliche Generalversammlung vom 15. April 1985 über das Geschäftsjahr 1984

Internationale Verschuldungslage leicht entspannt

Die internationalen Finanzmärkte standen 1984 im Zeichen der von den USA ausgehenden kräftigen Belebung der Weltkonjunktur und einschneidender Veränderungen im globalen Zahlungsbilanzgefüge. Dem außerordentlich starken Anstieg des Defizits der US-amerikanischen Leistungsbilanz um 60 Mrd auf 100 Mrd US-Dollar stand eine Zunahme des japanischen Überschusses um 15 Mrd auf 35 Mrd US-Dollar gegenüber. Die Zahlungsbilanzveränderungen und -ungleichgewichte der übrigen Industriestaaten hielten sich in relativ engen Grenzen; ihr zusammengefaßter Leistungsverkehr schloß in etwa ausgeglichen.

Das Leistungsbilanzdefizit der Entwicklungsländer (ohne OPEC) hat sich im Berichtsjahr weiter – auf nurmehr knapp 35 Mrd US-Dollar – verringert. Die außenwirtschaftlichen Ergebnisse wichtiger Schuldnerländer übertrafen die ursprünglichen Erwartungen. Mexiko und Venezuela erwirtschafteten im Leistungsverkehr Überschüsse in einer Größenordnung von jeweils ca. 4 Mrd US-Dollar, Brasilien gelang der Ausgleich. Insgesamt gesehen haben die positiven Ausstrahlungen der verbesserten Weltkonjunktur die zusätzliche Belastung der hochverschuldeten Länder durch den Dollarzinsanstieg im ersten Halbjahr mehr als wettgemacht. Viele dieser Länder konnten ihre Exporterlöse deutlich steigern, einige unter ihnen auch wieder ihre Einfuhren erhöhen und Währungsreserven bilden.

Die Geschäftsbanken haben 1984 weiterhin maßgeblich zur Entspannung der internationalen Verschuldungslage beigetragen. Für Länder mit hinreichenden Anpassungserfolgen wurde im Berichtsjahr der Übergang von den bisher üblichen kurzfristigen Stützungsprogrammen zu längerfristigen Konsolidierungsstrategien angebahnt. Die Umschuldung der Fälligkeiten mehrerer Jahre und die Einräumung wesentlich längerer Tilgungsfristen sollen es diesen Ländern ermöglichen, ihre Rückzahlungskraft im Zuge eines maßvollen Wachstums kontinuierlich zu stärken und möglichst bald aufgrund wiederge-

wonnener Kreditwürdigkeit an die Finanzmärkte zurückzukehren. Ein solches, langfristig angelegtes Umschuldungskonzept, das auch eine den Anpassungsfortschritten gemäße Verringerung der Margen vorsieht, wurde zunächst mit Mexiko und in der Folge mit Venezuela erarbeitet. Mit Brasilien und anderen Ländern wurden entsprechende Verhandlungen aufgenommen.

In Anbetracht der skizzierten Entwicklungen ist die Zuversicht gewachsen, daß die internationalen Verschuldungsprobleme auf dem bisher eingeschlagenen Weg lösbar sind. Eine durchgreifende Bereinigung ist jedoch noch nicht in Sicht. Eine fortschreitende Normalisierung der Lage in den kommenden Jahren wird nur möglich sein, wenn die weltwirtschaftlichen Rahmenbedingungen günstig bleiben, die Schuldnerländer ihre Eigenanstrengungen konsequent fortsetzen und alle Beteiligten – wie bisher – konstruktiv und flexibel zusammenarbeiten.

Deutliche Belebung der Marktaktivitäten

Das Geschehen an den internationalen Finanzmärkten hat sich im Berichtsjahr deutlich belebt. Dabei kam es zu Schwerpunktverlagerungen im Neugeschäft. Nach Angaben der OECD erreichten die am internationalen Kapital- und Kreditmarkt neu abgeschlossenen Finanzierungen mit Laufzeiten von mehr als einem Jahr 1984 den Gesamtbetrag von 227 Mrd US-Dollar (1983: 158 Mrd US-Dollar).

Die Kreditnehmer wichen zunehmend auf den Kapitalmarkt aus, an dem internationale Anleihen im Gegenwert von 111 Mrd US-Dollar (1983: 77 Mrd US-Dollar) aufgelegt wurden. Das Emissionsvolumen der Floating-Rate-Notes verdoppelte sich gegenüber dem Vorjahr auf 38 Mrd US-Dollar. Damit trat dieses Instrument in deutliche Konkurrenz zum klassischen Eurokreditgeschäft.

Bei den neu zugesagten mittel- und langfristigen internationalen Krediten wurde im Berichtsjahr ebenfalls ein kräftiger Anstieg auf insgesamt 116 Mrd US-Dollar verzeichnet. Die Zunahme um 35 Mrd US-Dollar gegenüber dem Vorjahr war jedoch ausschließ-

lich durch höhere Stand-by-Kreditlinien bedingt, die die Banken 1984 im Zusammenhang mit Unternehmensübernahmen und zur Absicherung von Emissionen kurzfristiger Titel einräumten, während sich ihre Vergabe von traditionellen längerfristigen Eurokrediten abschwächte.

Neue Finanzierungsinstrumente am Euromarkt

Die divergierende Entwicklung der internationalen Kreditaktivitäten bei einer allgemein günstigen Liquiditätsverfassung der Märkte resultierte aus dem intensiven Wettbewerb der Banken um gute Adressen sowie dem Bestreben zahlreicher Schuldner, bestehende Kreditverträge durch neue Vereinbarungen mit längeren Laufzeiten und niedrigeren Margen zu ersetzen. Die Eurobanken sahen sich unter diesen diffizilen Marktbedingungen veranlaßt, anstelle der traditionellen Eurokredite in zunehmendem Maße neuartige Finanzierungsinstrumente anzubieten. Es handelt sich dabei um Fazilitäten, die Elemente des Kredit-, Geld- und Kapitalmarktes miteinander verbinden und unter den Bezeichnungen „Revolving Underwriting Facilities“ (RUFs), „Note Issuance Facilities“ (NIFs) und „Euronote Stand-by Facilities“ bekanntgeworden sind.

Bei solchen Finanzierungen begeben die Kreditnehmer über ein Bankenkonsortium kurzfristige Geldmarkttitel mit Laufzeiten von 1, 3 und 6 Monaten im Bietungsverfahren, um dadurch geldmarktnahe Konditionen zu erreichen. Die Banken übernehmen in der Regel während der Gesamtlaufzeit der Fazilität die Verpflichtung, die benötigten Kreditmittel zu einer festgelegten Marge selbst zur Verfügung zu stellen, sofern der Markt diese Titel nicht in vollem Umfang aufnimmt. Im Vergleich zu Floating-Rate-Notes ermöglichen die neuen Finanzierungsinstrumente eine flexiblere Inanspruchnahme der Kreditmittel.

Weniger Eurokonsortialkredite

Im Bereich der traditionellen längerfristigen Eurokredite blieben die Neuzusagen 1984 mit insgesamt

52 Mrd US-Dollar um 15% unter dem Vorjahresergebnis. Die Kreditaufnahme von Schuldnern aus dem Kreis der Industriestaaten hat sich relativ wenig – auf 27 Mrd US-Dollar – vermindert; ihr Marktanteil stieg um 4 Prozentpunkte auf 53%. Auf die außereuropäischen Entwicklungsländer (ohne OPEC) entfielen 1984 mit knapp 19 Mrd US-Dollar noch 36% des Gesamtaufkommens (1983: 39%). Von dem genannten Betrag wurden drei Fünftel (gut 11 Mrd nach 14 Mrd US-Dollar im Vorjahr) in Form von „organisierten“ Neukrediten (fresh money) im Zusammenhang mit IWF-Programmen für Umschuldungsländer bereitgestellt. Die OPEC-Staaten haben ihre Neuverschuldung am Eurokreditmarkt nochmals – um mehr als die Hälfte – gedrosselt. Ihr Marktanteil entsprach mit gut 5% etwa dem der Staatshandelsländer, die 1984 – im Zuge vermehrter Kreditaktivitäten der DDR, Ungarns und der UdSSR – als einzige Schuldnergruppe den Markt verstärkt beanspruchten.

Der scharfe Wettbewerb der Banken und ein geringerer Mittelbedarf guter Adressen hat auch am Markt für traditionelle Eurokredite zu einem anhaltenden Druck auf die Konditionen geführt. Die Durchschnittsmarge der neu kontrahierten Kredite belief sich 1984 auf 0,94% nach 1,15% im Vorjahr; dabei reichte der Margenfächer von deutlich unter 2%, die hoch verschuldeten Entwicklungsländern bei der Zufuhr von „fresh money“ durch die Gläubigerbanken zugestanden wurden, bis zu ¼% bei Ausleihungen an Kreditnehmer aus Industrieländern. Die durchschnittliche Laufzeit für Eurokonsortialkredite verlängerte sich im Berichtsjahr von sieben auf acht Jahre.

Eurodollarzinsen in Bewegung

In weitgehendem Einklang mit dem wechselnden Tempo der US-amerikanischen Wirtschaftsaktivität sind die Dollarzinsen im ersten Halbjahr 1984 um mehr als 2 Prozentpunkte auf gut 12% (für Dreimonats-Eurodepositen) gestiegen; in der Folgezeit kam es zu einem nachhaltigen Rückgang auf 8¼% am Jahresende. Die Eurosätze für Schweizer Franken haben sich ebenfalls zunächst – bis Oktober um 2 Prozent-

punkte auf 5¼% – erhöht und gaben dann bis Ende Dezember auf knapp 5% nach. Einen bemerkenswert stetigen Verlauf nahmen hingegen die Euro-DM-Zinsen, die sich im Berichtsjahr innerhalb eines Korridors von 5¼% bis 6¼% bewegten.

Nachhaltige Dollarstärke

Das Geschehen an den Devisenmärkten wurde 1984 erneut von dem sehr festen US-Dollar geprägt, dessen wirtschaftlich und politisch begründete Anziehungskraft auch nach der Umkehr der Zinskurve in den USA im zweiten Halbjahr die Dispositionen der internationalen Anleger bestimmte.

Gegenüber der D-Mark erreichte der Kurs der US-Währung mit knapp 3,18 DM im September den höchsten Stand seit 11½ Jahren. Ende 1984 wurde der US-Dollar mit 3,15 DM und damit fast 16% höher als vor Jahresfrist bewertet. Die D-Mark schwächte sich im Berichtsjahr – in geringerem Maße – auch gegenüber dem japanischen Yen und dem kanadischen Dollar ab. Dagegen erzielte sie Kursgewinne im Verhältnis zum Pfund Sterling und zum Schweizer Franken. Im Europäischen Währungssystem blieben die Wechselkurse der D-Mark im Schnitt unverändert.

Stabiler Finanzplatz Luxemburg

Die Auslandsforderungen in Fremdwährung der am Bankplatz Luxemburg ansässigen 115 Banken beliefen sich per Ende September 1984 auf knapp 82 Mrd US-Dollar, verglichen mit gut 86 Mrd US-Dollar vor Jahresfrist. Dieser Rückgang ist ausschließlich eine Folge der Wechselkursverschiebungen zwischen dem US-Dollar und den europäischen Währungen, deren Anteil in Luxemburg besonders hoch ist. Klammert man die wechselkursbedingten Bestandsveränderungen aus, ergibt sich im genannten Zeitraum ein geringfügiger Anstieg der Fremdwährungsforderungen der Luxemburger Banken um 2%.

Die D-Mark büßte im Zusammenhang mit der Wechselkursentwicklung ihre frühere Spitzenposi-

tion in Luxemburg zugunsten des US-Dollar ein. Ende September 1984 lauteten 43% der Fremdwährungsforderungen der Banken am Platz auf US-Dollar und knapp 38% auf D-Mark, während die Anteile der beiden Valuten an den entsprechenden weltweit statistisch erfaßten Aktiva 82% beziehungsweise rund 8% betrugen.

Die in Luxemburg vertretenen deutschen Banken werden zukünftig den Konsolidierungsvorschriften des novellierten deutschen Kreditwesengesetzes Rechnung zu tragen haben. Eine zum 1. Januar 1985 in Kraft getretene luxemburgische Großkreditregelung gilt für diejenigen Kreditinstitute am Platz, die nicht von der Konsolidierung durch ein ausländisches Mutterinstitut erfaßt werden.

Die Geschäftsentwicklung unserer Bank

Das zum 31. Dezember 1984 abgeschlossene 14. Geschäftsjahr war mit dem Kalenderjahr identisch und deckte sich damit erstmalig zeitgleich über 12 Monate mit dem Abschluß unseres Mutterhauses. Die vorangegangene Rechnungsperiode 1982/83 umfaßte durch Umstellung auf das Kalenderjahr 15 Monate.

Das Bilanzvolumen der Bank wuchs 1984 um 16,3% auf 641 Mrd Ifrs (31,8 Mrd DM). Die Zunahme wurde zu einem großen Teil durch den Kursanstieg des US-Dollar beeinflusst. Die tatsächliche Geschäftsausweitung betrug rd. 50 Mrd Ifrs (2,5 Mrd DM). Dies entsprach einer effektiven Wachstumsrate von etwa 9%. Die Geschäftsausweitung vollzog sich erst in den letzten Monaten des Berichtsjahres und entfiel mit etwa gleich hohen Steigerungsraten auf das Kredit- und Geldanlagegeschäft.

Das Kreditvolumen erreichte 535 Mrd Ifrs (26,6 Mrd DM) und macht damit 84% der Bilanzsumme aus.

Die Kundenforderungen, wie bisher größter Posten innerhalb des Kreditvolumens, erhöhten sich um 29,4% auf 339 Mrd Ifrs (16,8 Mrd DM). Zwei Fünftel hiervon entfielen auf Kunden in der Bundesrepublik Deutschland, deren Nachfrage nach Eurokrediten spürbar zugenommen hat. Gegensätzlich verlief die

Entwicklung bei den langfristigen Finanzierungen im Rahmen unseres internationalen Geschäftes. Sie nahmen gegenüber dem Vorjahr ab und trugen damit zu einer weiteren Verlagerung unseres Kreditgeschäftes auf den kurz- und mittelfristigen Bereich bei. Am Bilanzstichtag waren diese Engagements doppelt so hoch wie die langfristigen Ausleihungen.

Die Erhöhung der Forderungen an Kreditinstitute (+ 4%) ist auf verstärkte Geldhandelsaktivitäten zurückzuführen, die Kreditgewährungen an Banken sind dagegen mit 195 Mrd lfrs (9,7 Mrd DM) nahezu unverändert geblieben.

Im internationalen Konsortialgeschäft verfolgte die Bank nach wie vor eine selektive und zurückhaltende Politik. Ein besonderes Merkmal des vergangenen Jahres war – wie bereits erwähnt – das Vordringen neuer Marktinstrumente, die infolge des verschärften Wettbewerbs um gute Adressen im Bereich des traditionellen Eurokreditgeschäftes von den Banken angeboten wurden. Hiermit hängt auch die Substituierung von Roll-over-Krediten zusammen. Die neuen Finanzierungsformen führten zu einer beträchtlichen Zunahme der Kredite mit Stand-by-Charakter, die nicht in Anspruch genommenen Zusagen stiegen dadurch um 40,3% auf 62 Mrd lfrs (3,1 Mrd DM).

Die Tätigkeit auf dem Wertpapiersektor war unverändert nur begrenzt. Das Portefeuille wurde auf 13,7 Mrd lfrs (682 Mio DM) aufgestockt; es enthielt vorwiegend Anleihen und Schuldverschreibungen sowie den zur Deckung unserer im Umlauf befindlichen Goldzertifikate unterhaltenen Bestand.

In den mit 218 Mio lfrs (11 Mio DM) kaum veränderten Beteiligungen war der Anteil von 25% an der Banque de Luxembourg S.A., Luxemburg (Kapital: 800 Mio lfrs) die wichtigste Position. Unsere Beteiligungsbank hat auch das Geschäftsjahr 1984 mit gutem Erfolg abgeschlossen.

Die „Sonstigen Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten“ enthalten – ebenso wie die Gegenposition auf der Passivseite – vor allem zum Bilanzstichtag vorgenommene Zinsabgrenzungen. Die Vorjahresvergleichsziffer enthält außerdem Durchlaufende Kredite (Treuhandschäfte) in Höhe von 2,5 Mrd lfrs

(123 Mio DM), die aufgrund entsprechender gesetzlicher Richtlinien Ende 1984 nicht mehr in der Bilanz auszuweisen waren.

Die Zusammensetzung des Passivgeschäftes zeigt das für eine Eurobank typische Bild. Hauptsächliche Refinanzierungsquelle sind die bei Banken im Euromarkt aufgenommenen Gelder; sie erreichten nach einem Anstieg um 21,5% 523 Mrd lfrs (26,0 Mrd DM) und umfaßten damit 89% der Fremdmittel.

Von untergeordneter Bedeutung blieben – nach einem Rückgang von 10 Mrd lfrs (505 Mio DM) – die Kundeneinlagen, die im Verhältnis von 1:20 zu den Bankverbindlichkeiten stehen. Die Lieferverpflichtungen aus emittierten Goldzertifikaten sind mit 4,6 Mrd lfrs (230 Mio DM) in dieser Passivposition erfaßt.

Zunehmendes Gewicht in der Refinanzierung erhielt in den letzten Jahren das Emissionsgeschäft. In der Bilanz zum 31. 12. 1984 werden die eigenen Schuldverschreibungen mit 29 Mrd lfrs (1,5 Mrd DM) ausgewiesen. Rechnet man die Erlöse aus den mit unserer Garantie über die Deutsche Bank Finance N.V., Curaçao, begebenen Anleihen hinzu, ergibt sich ein Emissionsvolumen im Gegenwert von 87 Mrd lfrs (4,3 Mrd DM). Diese Anleiheerlöse stehen uns langfristig und zinsvariabel zur Verfügung. Sie sind zur Begrenzung des Risikos bei Anschlußfinanzierungen durch Roll-over-Kredite überwiegend in unserem internationalen Kreditgeschäft eingesetzt worden. Im Geschäftsjahr 1984 haben wir 48 Mio US-Dollar-Notes begeben, im Januar 1985 wurde diese Politik mit zwei weiteren Maßnahmen fortgesetzt. Dabei handelte es sich um eine Anleihe über 100 Mio Schweizer Franken und eine sog. Kapitalzuwachs-Anleihe über 100 Mio US-Dollar. Nicht zuletzt diese Optimierung unserer Geldversorgung kam der Ertragslage der Bank deutlich zugute.

Das gute Betriebsergebnis des Vorjahres – zeitanteilig auf zwölf Monate gerechnet – wurde noch übertroffen. Aufgrund der Risikosituation im internationalen Kreditgeschäft, die sich ungeachtet der im allgemeinen Teil geschilderten positiven Tendenzen in einzelnen Ländern noch verschärft hat, hielten wir es für geboten, der Risikovorsorge wiederum Vorrang

einzuräumen. Deshalb wurde der gesamte Ertragsüberschuß für Einzelwertberichtigungen und zur Erhöhung der gesetzlich vorgeschriebenen Sammelwertberichtigung verwendet. Wie bisher haben wir für die einzelnen Problemländer konzerneinheitliche Risikoquoten in Ansatz gebracht. Die Bilanz schließt danach ohne Gewinnausweis.

Mit einer im November 1984 durchgeführten Kapitalerhöhung wurde der Geschäftsausweitung Rechnung getragen. Das Grundkapital ist um 400 Mio lfrs (20 Mio DM) auf 3.250 Mio lfrs (162 Mio DM) erhöht worden. Die neuen Aktien wurden mit einem Aufgeld von 800 Mio lfrs (40 Mio DM) eingezahlt. Grundkapital und Offene Rücklagen betragen nunmehr 9.456 Mio lfrs (470 Mio DM).

Am 31. 12. 1984 waren 67 Mitarbeiter in unserem Hause tätig. Für ihren Einsatz im abgelaufenen Geschäftsjahr sprechen wir ihnen Dank und Anerkennung aus.

Herr Dr. Robert Ehret, der dem Verwaltungsrat seit dessen Konstituierung zunächst als stellvertretender Vorsitzender und seit 1976 als Vorsitzender angehört, sowie Herr Dr. Wilfried Guth, stellvertretender Vorsitzender des Verwaltungsrates seit 1976, scheiden mit Beendigung ihrer aktiven Tätigkeit in der Deutschen Bank AG auch aus ihren Ämtern bei unserer Bank aus.

Der Ordentlichen Generalversammlung wird vorgeschlagen, Herrn Hilmar Kopper und Herrn Dr. Ulrich Weiss in den Verwaltungsrat zu wählen.

Luxemburg, den 2. April 1985

DER VERWALTUNGSRAT

**Bericht des Prüfungskommissars
an die Ordentliche Generalversammlung vom 15. April 1985**

Im abgelaufenen Geschäftsjahr habe ich mein Aufsichts- und Prüfungsrecht über die gesamte Tätigkeit der Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg ausgeübt und den mir vom Verwaltungsrat der Gesellschaft überreichten Geschäftsabschluß zum 31. 12. 1984 gemäß Artikel 25 und 29 der Satzung geprüft.

Als Ergebnis meiner Prüfung stelle ich fest, daß der Geschäftsabschluß unter Beachtung der gesetzli-

chen Vorschriften aus den Büchern der Gesellschaft entwickelt wurde; die Vermögenslage sowie das Geschäftsergebnis zum 31. 12. 1984 wurden in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Grundsätzen ordnungsgemäßer Rechnungslegung dargestellt.

Ich schlage daher vor, der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. 12. 1984 in der vorgelegten Form zuzustimmen.

Luxemburg, den 2. April 1985

DER PRÜFUNGSKOMMISSAR

Bericht der Wirtschaftsprüfer

Die Aktionäre der Bank haben der Fiduciaire Générale de Luxembourg, Luxemburg, und der Treuverkehr Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, Frankfurt (Main), den Auftrag zur Prüfung des Jahresabschlusses der Bank zum 31. Dezember 1984 erteilt. Nach Abschluß ihrer Prüfung haben die Wirtschaftsprüfer den Prüfungsbericht mit folgendem Bestätigungsvermerk abgeschlossen:

Wir haben die Bilanz der Deutschen Bank Compagnie Financière Luxembourg, société anonyme, zum 31. Dezember 1984 und die dazugehörige Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr vom 1. Januar 1984 bis zum 31. Dezember 1984 geprüft.

Unsere Prüfungshandlungen wurden nach allgemein anerkannten Prüfungsgrundsätzen durchgeführt.

Nach unserer Auffassung gibt der nach den im Großherzogtum Luxemburg geltenden Grundsätzen ordnungsmäßiger Buchführung und Bilanzierung (in Kontinuität zum Vorjahr) aufgestellte Jahresabschluß zum 31. Dezember 1984 ein getreues Bild der Vermögens- und Ertragslage der Deutschen Bank Compagnie Financière Luxembourg, société anonyme, wieder.

Luxemburg, den 15. Februar 1985

TREUVERKEHR
Aktiengesellschaft
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

FIDUCIAIRE GÉNÉRALE DE LUXEMBOURG
Réviseurs d'entreprises

Deutsche Bank
Compagnie Financière Luxembourg

Aktiva

	Francs	Francs	31. 12. 1983 in 1000 LF
Umlaufvermögen			
Flüssige Mittel:			
Kassenbestand, Postscheckguthaben, Guthaben bei Zentralbanken	516.260		836.315
Forderungen an Kreditinstitute, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	<u>49.706.675.506</u>		28.145.968
		49.707.191.766	28.982.283
Forderungen an Kreditinstitute mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		219.543.796.328	229.833.726
Wechsel		1.483.288.675	2.618.136
Forderungen an Kunden		338.590.008.104	261.645.690
Wertpapiere:			
Schuldverschreibungen ausländischer öffentlicher Stellen	4.826.330.485		3.728.135
andere festverzinsliche Wertpapiere	4.271.091.737		1.425.372
andere Wertpapiere	<u>4.621.427.012</u>		4.796.202
		13.718.849.234	9.949.709
Sonstige Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten		17.288.238.245	17.530.888
Anlagevermögen			
Beteiligungen		218.123.743	216.481
Grundstücke und Gebäude:			
Anschaffungswert	78.293.500		78.294
% Abschreibungen	<u>6.902.885</u>		4.393
		71.390.615	73.901
Betriebs- und Geschäftsausstattung		31.218.230	12.849
		640.652.104.940	550.863.663

Bilanz zum 31. Dezember 1984

Passiva

	Francs	Francs	31. 12. 1983 in 1000 LF
Fremde Mittel			
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat		291.150.216.677	170.620.639
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		232.119.600.972	260.093.684
Verbindlichkeiten aus dem Bankgeschäft gegenüber anderen Gläubigern:			
täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	19.546.158.025		30.593.110
mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat	<u>8.118.158.762</u>		<u>7.234.512</u>
		27.664.316.787	37.827.622
Schuldverschreibungen		29.448.772.627	27.579.336
Sonstige Verbindlichkeiten		1.415.106	1.862
Sonstige Passiva und Rechnungsabgrenzungsposten		12.506.970.558	14.097.566
Bedingtes Fremdkapital			
Nachrangige Darlehen		10.134.406.432	9.051.050
Eigene Mittel			
Grundkapital	3.250.000.000		2.850.000
Gesetzliche Rücklage	325.000.000		285.000
Sonderrücklage	1.925.000.000		1.165.000
Freie Rücklage	<u>3.956.000.000</u>		<u>3.956.000</u>
		9.456.000.000	8.256.000
Rückstellungen und Wertberichtigungen		28.170.405.781	23.335.904
		640.652.104.940	550.863.663

Bilanzvermerke

Kreditzusagen (nicht ausgenutzt)	62.383.338.700	44.452.095
Verbindlichkeiten aus Bürgschaften	64.634.198.149	57.851.382

Gewinn- und Verlustrechnung

für die Zeit vom 1. Januar 1984 bis 31. Dezember 1984
(Vergleich: 1. Oktober 1982 bis 31. Dezember 1983)

	Francs	Francs	31. 12. 1983 in 1000 LF
Aufwendungen			
Zinsen und Provisionen		40.877.308.295	46.763.566
Allgemeine Kosten:			
Personalaufwendungen	138.511.809		158.840
Steuern und steuerähnliche Abgaben	154.422.365		162.968
Sachaufwand für das Bankgeschäft	<u>46.459.209</u>		<u>66.916</u>
		339.393.383	388.724
Rückstellungen und Wertberichtigungen		5.209.488.128	8.997.993
Abschreibungen		6.911.556	7.895
Sonstige Aufwendungen		476.310.488	191.687
Außerordentliche Aufwendungen		18.593.709	—
		<u>46.928.005.559</u>	<u>56.349.865</u>
Erträge			
Zinsen und Provisionen		45.951.592.567	52.827.342
Sonstige Erträge		958.431.157	3.112.971
Auflösung von Rückstellungen und Wertberichtigungen		17.981.835	409.552
		<u>46.928.005.559</u>	<u>56.349.865</u>

Report of the Board of Directors to the Ordinary General Meeting on April 15, 1985 for the 1984 Business Year

International debt situation eased slightly

In 1984, the international financial markets were characterized by the strong recovery in the world economy emanating from the U.S.A. and by trenchant changes in the global payments balance structure. While the US current account deficit recorded an exceptionally strong rise of US\$ 60 bn. to US\$ 100 bn., the Japanese surplus increased by US\$ 15 bn. to US\$ 35 bn. The changes or disequilibria in the payments balances of the other industrial countries remained within relatively narrow bounds; their aggregate current account was more or less balanced.

The current account deficit of the developing countries (excluding OPEC) decreased further in the reporting year to just under US\$ 35 bn. The foreign trade and payments results of major debtor countries exceeded original expectations. Mexico and Venezuela earned current account surpluses of roughly US\$ 4 bn. each, Brazil managed to balance its current account. All in all, the positive effects of the improvement in worldwide business activity more than offset the additional burden placed on the highly-indebted countries by the rise in dollar interest rates in the first half of the year. Many of these countries were able to significantly boost their export revenue, some were also able to step up their imports again and build up monetary reserves.

The commercial banks again made an important contribution to the easing of the international debt situation in 1984. For countries with adequate adjustment successes, the way was paved in the reporting year for the transition from the short-term support programmes customary so far to longer-term consolidation strategies. The rescheduling of several years' maturities and the granting of substantially longer redemption periods should enable these countries to steadily strengthen their repayment capability in the wake of moderate growth and by re-establishing their creditworthiness to return as soon as possible to the financial markets. Longer-term rescheduling of this sort, which also provides for a reduction in

spreads in line with the progress achieved in adjustment, was arranged initially with Mexico and then with Venezuela. Negotiations along the same lines were started with Brazil and other countries.

Given the developments outlined above, confidence has grown that the international debt problems can be solved in the way adopted so far. A definitive solution is, however, not yet in sight. Continuing normalization of the situation in the coming years will only be possible if general world economic conditions remain favourable, the debtor countries persist in their own endeavours and all concerned – as has been the case so far – cooperate in a constructive and flexible manner.

Noticeable recovery in market activities

Activities on the international financial markets picked up markedly in the year under review. In the process, there were shifts of emphasis in new business. According to OECD statistics, new financings concluded on the international capital and credit markets with lifetimes of more than one year reached a total amount of US\$ 227 bn. in 1984 (1983: US\$ 158 bn.).

Borrowers increasingly switched to the capital market where international bond issues worth the equivalent of US\$ 111 bn. (1983: US\$ 77 bn.) were floated. The volume of Floating Rate Notes issued doubled over the previous year to total US\$ 38 bn. Consequently, this instrument became a serious contender for classical Eurocredit business.

In the year under review there was also a strong rise in newly committed medium and long-term international credits to a total of US\$ 116 bn. The US\$ 35 bn. increase over the previous year was, however, due solely to higher stand-by credit lines granted by banks in 1984 in connection with corporate take-

overs and the backing up of issues of short-term paper, while the granting of traditional longer-term Eurocredits declined.

New financing instruments on the Euromarket

The divergent development of international lending activities in an altogether liquid market was a result of banks' intensive competition for prime addresses and of the endeavours of numerous borrowers to replace existing loan agreements with new arrangements for longer maturities and lower margins. Under these difficult market conditions, the Eurobanks increasingly had to offer new financing instruments instead of the traditional Eurocredits. These new instruments are facilities combining elements of the credit, money and capital markets, and are known as Revolving Underwriting Facilities (RUFs), Note Issuance Facilities (NIFs) and Euronote Stand-by Facilities.

With such financings, borrowers offer short-term money market paper with lifetimes of 1, 3 and 6 months for tender via a banking syndicate so as to achieve near money market terms and conditions. Generally, the banks assume the obligation for the whole lifetime of the facility to provide the necessary credit funds at a fixed spread themselves if the market does not absorb all the paper. Compared with Floating Rate Notes, the new financing instruments allow more flexible availment of the credit funds.

Fewer syndicated Eurocredits

New commitments for traditional longer-term Eurocredits totalled US\$ 52 bn. in 1984 and were thus 15% down on the pre-year figure. There was a relatively small decline – to US\$ 27 bn. – in funds taken up by borrowers from the industrial countries; their market share rose by 4 percentage points to 53%. Non-European developing countries (excluding OPEC) still accounted for 36% (just under US\$ 19 bn.)

of total borrowing in 1984 (1983: 39%). Three-fifths of the said amount (a good US\$ 11 bn. after US\$ 14 bn. in the previous year) took the form of "organized" new credits (fresh money) in connection with IMF programmes for rescheduling countries. The OPEC states again reduced their new borrowing on the Euromarket by more than one half. At a good 5%, their market share corresponded more or less to that of the state-trading nations which – in the wake of increased borrowing activity by the German Democratic Republic, Hungary and the U.S.S.R. – were the only group of countries to increase their market availment in 1984.

Stiff competition among banks and reduced borrowing by prime addresses also resulted in continuing pressure on terms and conditions in the market for traditional Eurocredits. The average spread on all new loans arranged in 1984 was 0.94% after 1.15% in the year before; the spreads ranged from well under 2%, conceded by the lending banks for fresh money to highly-indebted developing countries, to ¼% for lendings to borrowers from industrial countries. The average lifetime for syndicated Eurocredits lengthened from seven to eight years in the year under review.

Eurodollar interest rates on the move

Extensively in line with the changing pace of US economic activity, dollar interest rates rose by more than 2 percentage points in the first half of 1984 to a good 12% (for 3-month Eurodeposits); in the second half they declined steadily, reaching 8¾% at year's end. Euro-rates for Swiss francs also edged up to begin with – by October by 2 percentage points to 5¾% – then easing to just under 5% by the end of December. Euro-D-Mark interest rates, on the other hand, remained remarkably stable, fluctuating between 5¾% and 6¼% in the year under review.

Persistently strong dollar

Events on the foreign exchange markets in 1984 were again influenced by the very firm US dollar whose economic and political attractiveness determined dispositions by international investors in the second half of the year even after the turn in the interest-rate curve in the U.S.A.

Against the D-Mark the US currency hit its highest level in 11½ years in September at just under DM 3.18. At the end of 1984, the dollar stood at DM 3.15, almost 16% higher than one year before. The D-Mark also slipped – to a lesser extent – against the Japanese yen and the Canadian dollar in the reporting period. On the other hand it recorded gains versus the pound sterling and the Swiss franc. In the European Monetary System there was, on average, no change in the D-Mark exchange rates.

Luxembourg – a stable financial centre

The external assets denominated in foreign currency of the 115 banks registered at the Luxembourg banking centre totalled just under US\$ 82 bn. at the end of September 1984 compared with a good US\$ 86 bn. one year before. This decline is solely a result of exchange-rate changes between the US dollar and the European currencies which have a particularly high share in Luxembourg. Adjusted for the exchange-rate changes, there was a slight 2% increase in the foreign currency assets of the Luxembourg banks in the said period.

In connection with the exchange-rate shifts, the D-Mark lost its previous top position in Luxembourg to the US dollar. At the end of September 1984, 43% of the foreign currency assets of the banks in Luxembourg were denominated in US dollars and just under 38% in D-Mark, while the two currencies' shares in the corresponding world asset figures were 82% and roughly 8% respectively.

The German banks represented in Luxembourg will in future have to take account of the consolidation provisions contained in the revised German Banking Act. A Luxembourg regulation concerning large credits which came into force on January 1, 1985, applies to those banks in Luxembourg not included in the consolidated figures of a foreign parent bank.

Development of our bank's business

The bank's 14th business year which closed on December 31, 1984 was identical to the calendar year, and was thus the first year in which its statement of accounts corresponded to that of our parent bank for the same 12-month period. The preceding 1982/83 accounting period comprised 15 months as a result of the conversion to the calendar year.

The bank's balance sheet volume grew by 16.3% in 1984 to LF 641 bn. (DM 31.8 bn.). The increase was influenced to a large extent by the rise in the rate of the US dollar. The actual business expansion totalled roughly LF 50 bn. (DM 2.5 bn.). This was equivalent to an effective growth rate of some 9%. The business expansion came about only in the last few months of the reporting year and was accounted for by more or less equal growth rates in credit and interbank business.

Total credit extended reached LF 535 bn. (DM 26.6 bn.) and thus makes up 84% of the balance sheet total.

Claims on customers, as in the past the largest single item in the total volume of lending, rose by 29.4% to LF 339 bn. (DM 16.8 bn.). Two-fifths of this was accounted for by customers in the Federal Republic of Germany, whose demand for Eurocredits increased noticeably. Long-term financings within the framework of our international business developed differently however. They declined compared with

the previous year and thus contributed to the further shift in our lending business to the short and medium-term sector. On the balance sheet cutoff date, these commitments were twice as high as long-term lendings.

The rise in claims on banks (+4%) is explained by increased money dealing activities; lendings to banks, on the other hand, remained virtually unchanged at LF 195 bn. (DM 9.7 bn.).

In international syndicated business, the bank continued to pursue a policy of selection and restraint. One particular feature of the past year was – as already mentioned – the advance of new market instruments offered by the banks as a result of the stiffer competition for prime addresses in traditional Euro-credit business. This also explains the substitution of roll-over credits. The new forms of financing resulted in a considerable increase in loans with a stand-by character; unutilized commitments rose as a result by 40.3% to LF 62 bn. (DM 3.1 bn.).

Activity in the securities sector remained low key. Our portfolio was increased to LF 13.7 bn. (DM 682 m.); it contained primarily bonds and debt instruments as well as the holdings maintained to cover our gold certificates outstanding.

Our portfolio of investments in subsidiaries was almost unchanged at LF 218 m. (DM 11 m.) and the 25% holding in Banque de Luxembourg S.A., Luxembourg (capital LF 800 m.) was the most important item. This bank was also able to report a very successful 1984 business year.

The item "Miscellaneous" comprises – like the corresponding item on the liabilities side – above all interest due and owing, calculated up to balance sheet date. The comparable figure for the previous year also contains fiduciary accounts (trust transactions) totalling LF 2.5 bn. (DM 123 m.) which were no longer to be shown in the balance sheet at the end of 1984 pursuant to corresponding statutory guidelines.

The structure of the liabilities side of the balance sheet shows the typical picture for a Eurobank. The

main source of funding is monies taken up from banks in the Euromarket; they reached LF 523 bn. (DM 26.0 bn.) after rising by 21.5%, and thus accounted for 89% of funds from outside sources.

After a decline of LF 10 bn. (DM 505 m.), customer deposits remained relatively unimportant; their ratio to liabilities to banks was 1 to 20. The delivery obligations arising from gold certificates issued are contained in this liabilities item at LF 4.6 bn. (DM 230 m.).

In funding, greater importance has been attached in recent years to issuing business. In the balance sheet as per December 31, 1984, own debt instruments are reported at LF 29 bn. (DM 1.5 bn.). If the proceeds of the bonds floated via Deutsche Bank Finance N.V., Curaçao and guaranteed by our bank are included, this gives an issue volume equivalent to LF 87 bn. (DM 4.3 bn.). These bond proceeds are at our disposal long-term and at floating rates. They have been used mainly in our international lending business to limit the risk involved in follow-up financings through roll-over credits. In the 1984 business year we floated US\$ 48 m. in dollar notes; in January 1985 this policy was continued with two further measures. One was a bond issue for SF 100 m. and the other a so-called capital growth bond for US\$ 100 m. Optimal funding thus helped boost the bank's earning position.

The good operating result of the previous year – calculated for a period of twelve months – was even surpassed. In view of the risk situation in international lending business, which irrespective of the positive tendencies in individual countries described in the general section has deteriorated further, we deemed it necessary to again give priority to risk provision. For this reason the entire revenue surplus was used for individual adjustments and to increase the legally prescribed collective provisions. As before we applied the risk quotients used throughout the Group for the individual problem countries. Accordingly the balance sheet does not report a profit.

A capital increase carried out in November 1984 took account of the expansion in business. The capi-

tal was raised by LF 400 m. (DM 20 m.) to LF 3,250 m. (DM 162 m.). The new shares were paid up with a premium of LF 800 m. (DM 40 m.). Capital and disclosed reserves now total LF 9,456 m. (DM 470 m.).

On 31. 12. 1984 our bank employed 67 people. We would like to thank them for their hard work in the year under review.

Dr. Robert Ehret, who has been a Member of the Board of Directors since it was formed first as Deputy

Chairman and since 1976 as Chairman, and Dr. Wilfried Guth, Deputy Chairman of the Board of Directors since 1976, are relinquishing their offices at our bank on their retirement from active service at Deutsche Bank AG.

It is being proposed to the General Meeting to elect Mr. Hilmar Kopper and Dr. Ulrich Weiss to the Board of Directors.

Luxembourg, April 2, 1985

THE BOARD OF DIRECTORS

**Auditor's Report
to the Ordinary General Meeting on April 15, 1985**

During the past business year, I have exercised my right to supervise and examine all the activities of the Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg and I have audited the statement of accounts per December 31, 1984 as submitted to me by the Board of Directors in accordance with Articles 25 and 29 of the Articles of Association.

As a result of my audit, I have found that the statement of accounts has been compiled from the com-

pany's books in compliance with legal requirements; the financial situation and operating result per December 31, 1984 have been presented in accordance with generally recognized principles of orderly accounting.

I therefore propose that the Balance Sheet and Profit and Loss Account per December 31, 1984 be approved in the form submitted.

Luxembourg, April 2, 1985

THE AUDITOR

Report of the independent Auditors

The shareholders of the bank have mandated Fiduciaire Générale de Luxembourg, Luxembourg, and Treuverkehr Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, Frankfurt (Main) to audit the annual financial statements of the bank per December 31, 1984. After concluding their audit, the auditors appended the following certificate to the audit report:

We have audited the Balance Sheet of Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg, société anonyme, as per December 31, 1984, and the rele-

vant Profit and Loss Account for the business year from January 1, 1984 to December 31, 1984.

Our auditing activities were carried out according to generally recognized auditing principles.

In our view, the statement of accounts as per December 31, 1984, compiled (as in the previous year) in accordance with the principles of orderly accounting and balance sheet practices valid in the Grand Duchy of Luxembourg, give a true picture of the financial situation and earnings position of Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg, société anonyme.

Luxembourg, February 15, 1985

TREUVERKEHR
Aktiengesellschaft
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG
Réviseurs d'entreprises

Deutsche Bank
Compagnie Financière Luxembourg

Assets

	Francs	Francs	31/12/1983 in 1000 LF
Current Assets			
Liquid assets:			
cash, postal cheque account, central banks	516,260		836,315
balances with banks, payable on demand or for periods up to 1 month	<u>49,706,675,506</u>		28,145,968
		49,707,191,766	28,982,283
Balances with banks for periods of more than 1 month		219,543,796,328	229,833,726
Bills discounted		1,483,288,675	2,618,136
Other advances		338,590,008,104	261,645,690
Securities:			
foreign state and municipal securities	4,826,330,485		3,728,135
other interest-bearing securities	4,271,091,737		1,425,372
other securities	<u>4,621,427,012</u>		4,796,202
		13,718,849,234	9,949,709
Miscellaneous		17,288,238,245	17,530,888
Fixed Assets			
Investments in subsidiaries		218,123,743	216,481
Real estate:			
at cost	78,293,500		78,294
less depreciation	<u>6,902,885</u>		4,393
		71,390,615	73,901
Furniture and equipment		31,218,230	12,849
		640,652,104,940	550,863,663

Balance Sheet December 31, 1984

Liabilities

	Francs	Francs	31/12/1983 in 1000 LF
Current Liabilities			
Liabilities to banks, payable on demand or for periods up to 1 month		291,150,216,677	170,620,639
Liabilities to banks for periods of more than 1 month		232,119,600,972	260,093,684
Deposits and current accounts:			
payable on demand or for periods up to 1 month	19,546,158,025		30,593,110
for periods of more than 1 month	<u>8,118,158,762</u>		<u>7,234,512</u>
		27,664,316,787	37,827,622
Debt instruments		29,448,772,627	27,579,336
Sundry creditors		1,415,106	1,862
Miscellaneous		12,506,970,558	14,097,566
Loan capital			
Subordinated loan		10,134,406,432	9,051,050
Capital and Reserves			
Capital	3,250,000,000		2,850,000
Legal reserve	325,000,000		285,000
Special reserves	1,925,000,000		1,165,000
Free reserve	<u>3,956,000,000</u>		<u>3,956,000</u>
		9,456,000,000	8,256,000
Provisions for contingencies and depreciation		28,170,405,781	23,335,904
		640,652,104,940	550,863,663
Contingent Accounts			
Unutilized commitments		62,383,338,700	44,452,095
Contingent liabilities from guarantees		64,634,198,149	57,851,382

Profit and Loss Account

for the period from January 1, 1984 to December 31, 1984
(in comparison to October 1, 1982 to December 31, 1983)

	Francs	Francs	31/12/1983 in 1000 LF
Expenditure			
Interest and commissions		40,877,308,295	46,763,566
General expenses:			
salaries and wages	138,511,809		158,840
taxes and other contributions	154,422,365		162,968
other operating expenses	<u>46,459,209</u>		<u>66,916</u>
		339,393,383	388,724
Provisions for contingencies		5,209,488,128	8,997,993
Depreciations		6,911,556	7,895
Other expenses		476,310,488	191,687
Extraordinary expenses		18,593,709	—
		<u>46,928,005,559</u>	<u>56,349,865</u>
Revenue			
Interest and commissions		45,951,592,567	52,827,342
Other income		958,431,157	3,112,971
Release of provisions for contingencies and depreciation		17,981,835	409,552
		<u>46,928,005,559</u>	<u>56,349,865</u>

